

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/COMTD/1/Add.4

14 août 1996

(96-3219)

Original: espagnol

ACCORD RELATIF AU MARCHÉ COMMUN DU SUD (MERCOSUR)

Questions et réponses¹

Addendum

La Mission permanente de la République argentine a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 30 avril 1996.

En sa qualité de Président *pro tempore* du MERCOSUR, le gouvernement argentin communique ci-joint les réponses aux questions additionnelles posées à la réunion tenue par le Groupe de travail du MERCOSUR les 10 et 11 octobre 1995.²

¹Dans la mesure du possible, les questions et les réponses ont été regroupées sous des rubriques qui suivent l'ordre des questions reproduites dans le document WT/COMTD/1, daté du 2 mai 1995.

²Les textes des décisions, résolutions, etc., mentionnées dans les réponses ont été transmis au Secrétariat afin que les Membres intéressés puissent les consulter (bureau 3006). On trouvera la liste de ces textes en annexe.

I. ELIMINATION DES DROITS, IMPOSITIONS ET AUTRES RESTRICTIONS S'APPLIQUANT AUX ECHANGES RECIPROQUES ENTRE LES ETATS PARTIES

1. Les parties pourraient-elles expliquer les critères utilisés pour choisir les produits soumis au Programme de libéralisation des échanges?
2. Le plafond fixé pour les exceptions nationales, qui couvrent 300 produits, respectivement, pour l'Argentine, le Brésil et l'Uruguay et 399 produits pour le Paraguay, a-t-il été atteint? Ce plafond peut-il être modifié?
3. Les parties pourraient-elles donner une liste complète des positions du Système harmonisé pour lesquelles il n'y a pas encore exemption de droits? Pourraient-elles indiquer le volume des échanges pour chaque produit visé?
4. Les parties pourraient-elles indiquer dans quelle mesure les droits, impositions et autres mesures s'appliquant aux échanges réciproques entre les Etats parties ont déjà été éliminés? Pourraient-elles énumérer les secteurs ou les produits qui sont toujours protégés par des obstacles tarifaires ou non tarifaires, et indiquer le calendrier de retrait des obstacles restants?
5. Les parties ont expliqué que, dans le secteur automobile, un comité technique *ad hoc* avait été chargé d'élaborer une proposition concernant un régime commun du MERCOSUR. Peuvent-elles préciser si le régime du MERCOSUR entraînera l'élimination des droits de douane et des autres réglementations commerciales restrictives pour les échanges commerciaux portant sur les produits de ce secteur entre les territoires constitutifs de l'union douanière?
6. En vertu de l'article XXIV:8 de l'Accord général, une union douanière est tenue d'éliminer les droits de douane et les autres réglementations commerciales restrictives pour l'essentiel des échanges commerciaux entre les territoires constitutifs de l'union.
 - a) Au sujet des exceptions concernant l'élimination des droits pour les échanges réciproques entre les Etats parties:
 - i) Le MERCOSUR pourrait-il fournir une liste des lignes tarifaires visées, avec une indication de la part des produits correspondants dans le total des échanges réciproques?
 - ii) Le MERCOSUR pourrait-il expliquer suivant quels critères ces produits sont exemptés?
 - b) Au sujet des exceptions concernant l'élimination des autres réglementations commerciales restrictives, les Etats parties pourraient-ils fournir une liste des réglementations restrictives visées?
 - i) Les Etats parties pourraient-ils fournir une liste des restrictions soumises à un processus d'harmonisation?
 - ii) Le MERCOSUR pourrait-il expliquer suivant quels critères les réglementations sont exemptées?
 - iii) Les Etats parties pourraient-ils indiquer le délai prévu pour l'élimination/l'harmonisation des réglementations en question?

7. L'annexe II (Restrictions destinées à être supprimées ou harmonisées par les sous-groupes) énumère littéralement des centaines de mesures qui sont destinées ou à être éliminées ou à être harmonisées.

- a) Où en est ce processus? Les restrictions à l'importation identifiées à l'annexe II par les sous-groupes du Marché commun ont-elles été supprimées ou harmonisées par toutes les parties au MERCOSUR?
- b) Que signifie précisément le fait qu'une réglementation soit mentionnée à l'annexe II? Une réglementation à des fins de suppression sera-t-elle simplement éliminée sans qu'aucune législation additionnelle ne soit adoptée?

8. Le représentant du MERCOSUR a mentionné dans sa déclaration liminaire au Groupe de travail que certaines restrictions non tarifaires entre les pays membres du MERCOSUR sont actuellement en voie d'être abolies. Existe-t-il une date limite pour l'élimination progressive totale des restrictions non tarifaires existantes? Dans la négative, comment les restrictions résiduelles peuvent-elles être justifiées au regard de l'obligation faite à une union douanière d'éliminer les droits de douane et "autres réglementations commerciales restrictives" pour l'essentiel des échanges commerciaux entre les territoires constitutifs de l'union, comme indiqué au paragraphe 8 a) i) de l'article XXIV du GATT de 1994?

Une autre question dans le même ordre d'idées concerne les restrictions non tarifaires qui pourraient être introduites par suite de la mise en oeuvre du programme de libéralisation des échanges, comme par exemple le contingent d'importation du Brésil pour les produits du secteur de l'automobile en 1995. De telles restrictions sont-elles applicables aux pays membres aussi bien qu'aux pays non membres du MERCOSUR, ou s'appliquent-elles aux pays membres du MERCOSUR sur une base de réciprocité?

9. Le MERCOSUR pourrait-il indiquer les restrictions non tarifaires existantes qui sont applicables actuellement entre les pays membres?

10. Le MERCOSUR envisage-t-il de maintenir certains obstacles au commerce une fois achevée la période d'élimination progressive?

11. Quelles seront les conséquences des restrictions destinées à être harmonisées?

- a) Un calendrier a-t-il été établi en fonction duquel le Groupe du Marché commun prendra ses décisions et y aura-t-il des conséquences sur les échanges commerciaux si ce calendrier n'est pas respecté?
- b) Selon quel processus détermine-t-on la façon dont une restriction est harmonisée? A quel niveau les restrictions seront-elles appliquées? Au niveau le plus restrictif ou le moins restrictif? L'harmonisation d'une norme à l'importation se traduira-t-elle par des prescriptions à l'importation identiques pour toutes les parties au MERCOSUR?
- c) Comment les objectifs du MERCOSUR en matière d'harmonisation satisfont-ils aux dispositions de l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires, notamment les dispositions qui requièrent que les mesures soient établies sur la base d'une évaluation des risques, appropriée en fonction des circonstances (article 5:7) et qu'elles soient adaptées aux caractéristiques de la région de destination du produit (article 6:1)?

- d) Comment les objectifs d'harmonisation des mesures sanitaires et phytosanitaires à l'intérieur des frontières politiques se situent-ils par rapport à la tendance internationale à l'application de telles mesures sur une base régionale?
- e) L'harmonisation d'une norme à l'importation pour un produit donné signifie-t-elle que ce produit pourra circuler sans restriction entre les parties au MERCOSUR?
- f) Quels sont les objectifs de l'action du MERCOSUR visant à harmoniser les restrictions non tarifaires à l'importation pour: la préservation des végétaux, la santé des animaux, l'innocuité des produits alimentaires, les normes techniques (y compris pour les produits alimentaires transformés), la protection de l'environnement (répondre séparément pour chaque domaine)?
- g) En particulier, quels sont les résultats attendus en ce qui concerne l'harmonisation de chacune des restrictions suivantes énumérées à l'annexe II:
 - i) normes techniques, page 23, Uruguay, à harmoniser, Mesure 63: Inspection préalable à l'importation de produits alimentaires;
 - ii) normes techniques, page 26, Argentine, à harmoniser, Mesure 70: Inspection préalable des fruits frais, secs et déshydratés;
 - iii) politique agricole, page 41, Brésil, à harmoniser, Mesure 116: Vins: interdiction à l'importation des conteneurs d'une capacité supérieure à un litre;
 - iv) politique agricole, page 49, Paraguay, à harmoniser, Mesure 172: Etablir une réglementation sanitaire pour les importations de viande destinée à la consommation intérieure.
- h) Comment les pays tiers sont-ils informés des nouvelles politiques et procédures d'importation élaborées dans le cadre du processus d'harmonisation?
- i) Comment les pays tiers seront-ils assurés que l'harmonisation ne créera pas de nouveaux obstacles au commerce avec les parties au MERCOSUR? En particulier, l'harmonisation ne donnera-t-elle pas lieu à de nouvelles restrictions à l'accès aux marchés pour les pays tiers exportant vers l'un quelconque des pays membres du MERCOSUR?
- j) Quel est le lien entre les activités de phytoquarantaine du MERCOSUR et les activités phytosanitaires de COSAVE? Comment ces deux activités sont-elles liées? Ont-elles des objectifs distincts?
- k) Quel organe régional s'occupe des questions de santé animale (c'est-à-dire l'organisme équivalent au COSAVE pour la santé des animaux)? Y a-t-il eu des activités d'harmonisation dans ce domaine?

12. Quelles mesures non tarifaires sont encore appliquées dans les domaines des normes techniques, de la santé des végétaux et des animaux, de la protection de l'environnement et de la sécurité? Les parties pourraient-elles donner plus de détails sur la manière dont ces mesures seront harmonisées?

13. Les parties pourraient-elles donner des renseignements précis sur les différentes résolutions adoptées jusqu'ici en ce qui concerne l'harmonisation des normes et sur le champ d'application de ces résolutions?

14. Dans le document WT/COMTD/1, la réponse à la question 1.10 est libellée comme suit: "Le montant des redevances visées à l'article VIII de l'Accord général est fixé globalement conformément aux dispositions dudit article et aux obligations contractées par les Etats parties au MERCOSUR dans le cadre du Cycle d'Uruguay." Les parties pourraient-elles préciser le sens du terme globalement?

15. Les parties pourraient-elles indiquer toutes les mesures adoptées et appliquées dans chacun des pays en vertu de l'article 50 du Traité de Montevideo de 1980?

Le processus d'intégration mis en oeuvre est basé sur les dispositions du Traité d'Asunción concernant la suppression des restrictions non tarifaires qui entravent les échanges de marchandises. En vue de la réalisation de cet objectif, la Décision 3/94 du Conseil du Marché commun (CMC) et la Résolution n° 123/94 du Groupe du Marché commun (GMC) disposent que les restrictions non tarifaires devront être supprimées ou reconsidérées en vue de leur harmonisation dans le cadre du MERCOSUR et portent application d'un programme d'élimination ou d'harmonisation, selon qu'il convient, des mesures identifiées, qui est supervisé par le Comité technique (CT8 - Restrictions et mesures non tarifaires) de la Commission du commerce du MERCOSUR (CCM). La CCM a approuvé une liste actualisée des mesures relevant de ce programme de travail, qui indique les mesures déjà éliminées ou harmonisées.³ La Résolution n° 32/95 charge les différents comités techniques, sous-groupes de travail et groupes *ad hoc* de supprimer ou d'harmoniser les mesures identifiées dans leurs domaines de conférence respectifs.

La liste des mesures relevant de ce programme n'a pas de correspondance directe avec le concept des "autres réglementations commerciales restrictives" mentionnées à l'article XXIV:8 a) i) bien qu'elle englobe aussi des mesures couvertes par ce concept. Le choix de ces mesures ne se fait non plus en fonction de leur incompatibilité avec les règles du GATT, du Traité de Montevideo de 1980 ou du Traité d'Asunción. Cette liste comprend les mesures identifiées par les membres du MERCOSUR comme créant des problèmes réels ou potentiels à la réalisation du niveau d'intégration économique souhaité, y compris, par exemple, un grand nombre de règlements techniques et de mesures sanitaires et phytosanitaires. A cet égard, le processus mis en oeuvre dans ce domaine va plus loin que la simple création d'une union douanière car il a pour objectif la création d'un Marché commun tel que le Traité d'Asunción le définit.

Les mesures résultant du processus d'harmonisation mené par le MERCOSUR sont pleinement compatibles avec les dispositions des Accords de l'OMC. Au cours de ce processus, les restrictions commerciales intra-MERCOSUR seront, sans exception, éliminées au sens de l'article XXIV:8 a) i), qu'elles soient purement et simplement supprimées ou harmonisées.

II. LA COORDINATION DES POLITIQUES MACRO-ECONOMIQUES

16. Les parties pourraient-elles mettre à jour les renseignements communiqués dans le document WT/COMTD/1 sur les projets qu'elles ont dans le domaine de l'harmonisation économique, que ce soit dans le domaine fiscal, monétaire ou financier et indiquer où en sont ces projets.

17. Les charges fiscales imposées par les quatre membres du MERCOSUR diffèrent substantiellement. Le Brésil en particulier a une structure complexe comportant un plus large éventail d'impôts indirects sur les transactions commerciales que les autres pays. Le fait qu'il existe des niveaux de taxation différents risque d'avoir pour effet net une concentration du capital et de l'activité économique dans

³Une copie de cette liste a été transmise, par courrier électronique, au Secrétariat où elle est à la disposition des Membres intéressés (bureau 3006).

un pays bénéficiant d'un régime fiscal plus avantageux. Comment le MERCOSUR prévoit-il de traiter ces questions de fiscalité?

18. Les parties pourraient-elles fournir une liste actualisée de toutes les décisions ou résolutions adoptées par les organes suprêmes du MERCOSUR en ce qui concerne la coordination des politiques sectorielles?

Réf.: Document WT/COMTD/1

La restructuration des sous-groupes de travail du GMC (Résolution n° 20/95 du GMC) s'est accompagnée de l'adoption d'une série de lignes directrices et de la fixation d'objectifs dans chaque domaine. Par ailleurs, le document intitulé "Programme d'action du MERCOSUR jusqu'à l'an 2000", établissant les grandes lignes d'un programme de travail à moyen terme (Décision n° 9/95 du CMC), a été approuvé.

Le document susmentionné prévoit qu'en 2000, le MERCOSUR devra avoir progressé dans son action en vue de résoudre les problèmes économiques conjoncturels ou autres. Cette stratégie repose sur l'idée que le processus d'intégration va, en se poursuivant, accroître la nécessité d'un examen conjoint de certaines mesures de politique économique. De même, une connaissance plus exacte de la conjoncture des partenaires du MERCOSUR permettra une meilleure conception de leurs politiques internes.

III. L'ETABLISSEMENT D'UN TARIF EXTERIEUR COMMUN (TEC) ET L'ADOPTION D'UNE POLITIQUE COMMERCIALE COMMUNE ENVERS LES ETATS TIERS OU LES AUTRES GROUPES D'ETATS

19. Un certain nombre de modifications apportées aux taux de droits par les membres du MERCOSUR, à titre individuel, depuis le 1er janvier 1995 ont créé de nombreuses incertitudes quant aux taux actuellement applicables. Veuillez fournir un tarif complet à la fois pour les échanges entre pays du MERCOSUR et les échanges avec les pays tiers.

20. Dans le document WT/COMTD/1, il est dit dans la réponse à la question 3.6 que le TEC correspond à "une moyenne pondérée dont le niveau est inférieur aux droits que les Etats parties appliquaient avant la signature du Traité d'Asunción", tandis que la réponse à la question 3.7 indique que "la moyenne pondérée est inférieure à celle qui était appliquée par chaque pays membre avant la signature du Traité d'Asunción". Nous aimerions savoir si ce principe est déjà appliqué depuis le 1er janvier 1995 ou s'il est prévu de l'appliquer l'an prochain. Cette règle s'applique-t-elle à toutes les positions tarifaires (position par position) ou au taux d'incidence moyen?

21. Certaines exceptions temporaires au tarif extérieur commun du MERCOSUR ont été fixées à la suite de la réunion tenue par le Groupe du Marché commun en avril 1995. Les parties pourraient-elles confirmer que le droit de 20 pour cent, initialement prévu pour les chaussures, sera rétabli le 1er avril 1996?

22. Nous croyons comprendre qu'à la réunion qui s'est tenue à Asunción en août 1995, les membres du MERCOSUR ont examiné des demandes concernant un élargissement de la liste des produits exemptés ou, tout au moins, le droit d'ajouter des éléments en remplacement d'autres figurant déjà sur des "listes d'exceptions" nationales tous les 90 jours.

a) Veuillez préciser quelles décisions ont été prises à ce sujet.

b) Existe-t-il maintenant une liste d'exceptions finale?

- c) Prévoyez-vous d'apporter d'autres modifications aux listes?
- d) Veuillez fournir un résumé des exceptions auxquelles chacune des parties au MERCOSUR a droit et la liste que chacune a adoptée. Veuillez également fournir aux membres du Comité la liste d'exceptions finale complète.
- e) Comment le MERCOSUR s'assurera-t-il que ses partenaires de l'OMC sont informés des modifications apportées au TEC ainsi qu'aux tarifs douaniers de chaque pays?

23. Veuillez préciser quels sont les projets du MERCOSUR en ce qui concerne un régime commun applicable au sucre.

24. Nous croyons comprendre que certains produits ont été exemptés de l'application du TEC à compter du 1er janvier 1995. Quel est le calendrier prévu pour assujettir progressivement ces produits au TEC?

25. Les parties pourraient-elles indiquer quels sont les produits pour lesquels la période d'harmonisation devrait aller jusqu'à 2006?

26. Il existe un grand nombre d'exceptions en ce qui concerne le TEC et l'alignement sur ce tarif prendra dans certains cas jusqu'à onze ans. A cet égard, nous estimons que le TEC du MERCOSUR est exceptionnel et qu'un examen approfondi s'impose si l'on veut qu'il soit compatible avec l'article XXIV:8 a) ii) qui précise que les droits de douane doivent être "identiques en substance".

- a) Compte tenu de ces éléments, il est demandé aux membres du MERCOSUR d'expliquer la raison d'être de ces exceptions ou les critères appliqués et indiquer pourquoi une période transitoire de onze ans a été prévue.
- b) Le MERCOSUR pourrait-il fournir des statistiques commerciales concernant ces exceptions et indiquer la part que les produits visés représentent dans le commerce total?

27. Le MERCOSUR envisage cinq catégories d'exceptions à l'application d'un TEC. Existe-t-il une estimation de l'ampleur des échanges du MERCOSUR visés par ces exceptions? En d'autres termes, quel montant des importations totales en provenance des pays membres aurait été visé par ces exceptions sur la base des statistiques d'importation de 1994, par exemple?

28. En vertu de l'article XXIV:5 a), quand une union douanière est établie, il ne faut pas que "les droits de douane ... [soient] d'une incidence générale plus élevée, ni les autres réglementations commerciales plus rigoureuses que ne l'étaient les droits et les règlements commerciaux en vigueur dans les territoires constitutifs de cette union avant l'établissement de l'union".

- a) Le MERCOSUR pourrait-il établir une comparaison entre le niveau global des droits du TEC et les taux effectivement appliqués par chaque Etat partie, le calcul étant effectué sur la base de la moyenne des droits effectivement appliqués pondérés en fonction des échanges?
- b) Le MERCOSUR pourrait-il expliquer où il en est dans l'établissement de réglementations commerciales communes et confirmer que ces réglementations ne sont pas plus restrictives que celles qui étaient précédemment appliquées par chaque Etat partie?

29. Si le niveau des droits de douane du TEC dépasse celui qui est inscrit dans la Liste du Cycle d'Uruguay de chaque Etat membre, il y a violation de l'obligation énoncée à l'article II du GATT. Dans ce cas, et conformément à l'article XXIV:6 du GATT et du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994, la procédure prévue à l'article XXVIII doit être engagée avant que les concessions tarifaires ne soient modifiées ou retirées du fait de l'établissement d'une union douanière. Toutefois, le TEC est entré en vigueur le 1er janvier 1995, sans que cette procédure soit respectée, et par conséquent les intérêts d'un pays tiers ont été lésés.

- a) Par conséquent, les Etats parties pourraient-ils fournir une liste des lignes du TEC pour lesquelles le droit dépasse le niveau du droit consolidé dans le cadre du Cycle d'Uruguay?
- b) Les Etats parties pourraient-ils aussi communiquer les données pertinentes nécessaires pour les négociations au titre de l'article XXVIII:
 - i) statistiques des importations des produits visés, par pays d'origine, pour les trois dernières années (c'est-à-dire de 1992 à 1994) et moyennes correspondantes; et
 - ii) indication des pays touchés, classés selon qu'ils ont un intérêt comme principal fournisseur ou un intérêt substantiel?

30. L'article XXIV prévoit que des pays peuvent déconsolider les droits de douane lors de l'établissement d'une union douanière, mais il y a des procédures spécifiques à respecter pour notifier cette déconsolidation, pour mener des négociations en vue de compensations avec les pays affectés par ce changement et remplacer les listes tarifaires de chaque pays par une liste pour la nouvelle union douanière. Nous avons constaté qu'une des parties au MERCOSUR - le Brésil - a déconsolidé un certain nombre de ses droits de douane au cours du processus d'adoption du TEC du MERCOSUR. Les règles de l'OMC indiquent clairement que les négociations avec les pays affectés par le changement doivent être engagées AVANT que le pays ne déconsolide des droits. Quand le Brésil a-t-il l'intention de notifier comme il le doit ces modifications concernant ses droits consolidés, de fournir les renseignements commerciaux et tarifaires requis et d'entamer les négociations en vue de l'octroi de compensations?

31. Les parties au MERCOSUR ont actuellement des listes établies à titre individuel dans le cadre de l'OMC. Il n'existe pas de listes concernant les marchandises ou les services établies par le MERCOSUR dans le cadre de l'OMC, mais il existe des listes pour chacun des pays, Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay. Les parties envisagent-elles de retirer leurs propres listes et de les remplacer par une liste du MERCOSUR établie dans le cadre de l'OMC?

32. Conformément à l'article XXIV:5 et au Mémoire d'accord du Cycle d'Uruguay le concernant, le Secrétariat de l'OMC est chargé d'évaluer l'incidence générale des droits de douane et des autres réglementations commerciales avant et après l'établissement de l'union douanière du MERCOSUR. Cette évaluation doit se faire sur la base des taux de droits moyens pondérés appliqués. Ces renseignements sont essentiels pour que les groupes de travail puissent évaluer la conformité de l'Accord du MERCOSUR avec l'article XXIV. A ce jour, les pays du MERCOSUR n'ont fourni qu'une partie des renseignements demandés et nécessaires à cette analyse. Quand les parties au MERCOSUR prévoient-elles de fournir ces renseignements?

33. Aux Etats-Unis, la modification des niveaux de droits de douane est soumise à une autorisation spéciale du Congrès. L'un ou la totalité des quatre pays du MERCOSUR exigent-ils l'approbation de l'organe législatif, pour modifier le TEC ou les taux de droits appliqués aux produits actuellement exclus du TEC? Veuillez fournir des copies des textes législatifs nationaux pertinents.

34. Veuillez indiquer au moyen de quels instruments juridiques le MERCOSUR a mis en oeuvre, ou prévoit de mettre en oeuvre, les droits nuls internes et le TEC.

35. Les parties pourraient-elles décrire les aspects du fonctionnement institutionnel du MERCOSUR qui ont nécessité l'adaptation des dispositions en matière de sauvegarde énoncées à l'article XIX du GATT? Les parties pourraient-elles fournir une copie de la législation pertinente?

36. Quel type d'instruments de politique commerciale les parties envisagent-elles d'adopter? Quelles mesures commerciales ont déjà été adoptées? Sur la base de quels critères sont-elles mises en oeuvre? Sont-elles conformes aux dispositions établies dans le cadre du Cycle d'Uruguay? Dans l'affirmative, prière d'indiquer comment.

TEC:

Réf.: Documents WT/COMTD/1 (réponse 3.6) et WT/COMTD/1/Corr. 1 (réponses 2.2 et 3.2)

Le TEC qui est en vigueur depuis le 1er janvier 1995 est disponible au Secrétariat de l'OMC; il a été communiqué à la réunion du Groupe de travail du MERCOSUR, accompagné des listes d'exceptions pour les pays tiers et du Programme de libéralisation des échanges applicable dans le MERCOSUR. Les données commerciales demandées sur les tarifs douaniers et le commerce d'importation des quatre Etats parties pour la période 1992-1994 ont également été communiquées. Le MERCOSUR a transmis au Secrétariat de l'OMC toutes les données nécessaires à la réalisation des analyses pertinentes, conformément aux dispositions de l'article XXIV:5 et du Mémoire d'accord du Cycle d'Uruguay.

Les exceptions nationales auxquelles se réfère la question 25 qui prévoit un relèvement ou un abaissement des droits en vue de leur harmonisation avec le TEC ont été établies par la Décision n° 7/94 du CMC sont applicables aux pays tiers.

La Décision n° 7/94 du CMC établit que les droits applicables aux produits du secteur de l'informatique et des télécommunications seront ajustés, de manière linéaire et automatique, jusqu'à atteindre un taux commun maximal de 16 pour cent le 1er janvier 2006. En ce qui concerne les biens d'équipement, le Paraguay et l'Uruguay devront s'aligner, de manière linéaire et automatique, sur le taux de 14 pour cent d'ici au 1er janvier 2006; le Brésil et l'Argentine devront le faire quant à eux pour le 1er janvier 2001.

Comme il a déjà été indiqué, le MERCOSUR a fait parvenir au Secrétariat de l'OMC toutes les données statistiques nécessaires à l'analyse de la création d'échanges et du détournement de trafic résultant de son établissement (document WT/COMTD/1, annexe V). Il ne prévoit pas de modifier les listes d'exceptions et informera le Groupe de travail de toutes les modifications qui pourraient être apportées au TEC. De tels changements ne doivent être approuvés par le législatif dans aucun des quatre Etats parties.

En ce qui concerne le régime commun applicable au sucre, la Décision n° 19/94 du CMC prévoit que les modalités d'intégration du secteur sucrier dans l'union douanière devront être définies d'ici à l'an 2001.

Exceptions temporaires: Après la réunion du CMC d'avril 1995, des exceptions temporaires au TEC ont été mises en place, dont l'application prendra fin en avril 1996. A partir de cette date, le taux correspondant sera donc appliqué (TEC ou taux d'exception).

Réglementations commerciales communes

Réf.: Documents WT/COMTD/1 (réponse 5.3) et WT/COMTD/1/Add.2 (section sur les normes)

Les normes commerciales communes élaborées jusqu'ici dans le cadre du MERCOSUR couvrent les aspects relatifs à la politique commerciale commune et au TEC, par exemple l'administration douanière, les restrictions non tarifaires, les règles d'origine et les règlements techniques.

Les réglementations communes en matière de pratiques commerciales déloyales (dumping et subventions), de sauvegardes, de protection de la concurrence et de défense du consommateur sont en cours d'élaboration.

Ni les normes communes entrées en vigueur le 1er janvier 1995 ni les normes en cours d'élaboration ne contiennent de dispositions ou n'énoncent d'obligations pouvant être considérées comme plus restrictives que les réglementations précédemment appliquées par chaque membre du MERCOSUR. Elles ont pour objet de faire progresser la libéralisation totale des échanges de biens entre les Etats parties. De même, les normes intéressant le commerce avec les pays tiers déjà élaborées ou en cours d'élaboration satisfont aux principes énoncés dans les Accords de l'OMC et aux engagements pris par les Etats parties du MERCOSUR en tant que Membres de l'OMC.

IV. REGLES D'ORIGINE

37. Les règles d'origine du MERCOSUR prévoient ce qui suit:

- la position tarifaire du produit visé doit être différente de celle des intrants provenant d'un pays tiers utilisés pour la production du produit en question;
- si le changement de position tarifaire n'a pas eu lieu suite à une opération de production, ou si la position tarifaire n'a été modifiée qu'à la suite d'une "simple opération d'assemblage" du produit ou d'une autre opération mineure, le produit importé est examiné pour voir si la valeur c.a.f. des intrants/composants importés ne dépasse pas 50 pour cent de sa valeur, auquel cas il peut bénéficier d'un taux de droit préférentiel.

Questions d'ordre général:

- a) En quoi les règles d'origine établies pour les produits du MERCOSUR sont-elles conformes aux principes énoncés à l'annexe II, paragraphe 3 a) de l'Accord du GATT de 1994 sur les règles d'origine, en vertu desquels ces règles doivent être clairement définies?
- b) Le MERCOSUR envisage-t-il actuellement de modifier les règles d'origine qui ont été convenues au moment de la signature du Traité d'Asunción? Dans l'affirmative, qu'est-ce qui l'incite à faire ces modifications et selon quelles procédures ces règles seront-elles renégociées?
- c) Il n'y a pas d'organe central qui réglemente les certificats d'origine et détermine quels produits devraient bénéficier des taux de droits préférentiels du MERCOSUR. Actuellement, ce sont soit des organes de l'Etat, soit des organismes désignés du secteur privé, qui sont habilités à délivrer des certificats pour des secteurs spécifiques. L'annexe II de l'Accord énonce des règles et des principes directeurs qui régissent les décisions de ces organismes, mais existe-t-il un mécanisme qui permette de traiter

les questions se rapportant soit aux décisions d'espèce soit à la cohérence des pratiques des différents groupes?

38. Dans la déclaration liminaire du MERCOSUR au Groupe de travail, il a été indiqué que pour être considérés comme relevant du commerce intrarégional les produits doivent avoir une teneur minimale en éléments d'origine régionale de 60 pour cent, ou faire l'objet d'un changement de position tarifaire à l'intérieur de la région. Cette déclaration contredit la prescription relative à une teneur en éléments d'origine régionale de 50 pour cent qui était indiquée dans les réponses initiales du MERCOSUR aux questions posées par les parties contractantes, telles qu'elles sont reproduites dans le document L/7540 du 26 octobre 1994. Y a-t-il eu une modification quelconque des règlements et politiques des pays membres du MERCOSUR visant à établir une prescription plus rigoureuse concernant la teneur en éléments d'origine régionale? Dans l'affirmative, pour quelle raison une prescription plus stricte a-t-elle été introduite?

39. Le MERCOSUR adoptera-t-il des règles d'origine non préférentielles communes? Dans l'affirmative, à quels secteurs seront-elles applicables? Est-il possible d'avoir une copie des documents pertinents?

40. Le programme de travail visant à harmoniser les règles d'origine sera achevé dans les trois ans, comme il est prévu à l'article 9 de l'Accord sur les règles d'origine. Peut-on considérer que les résultats du programme de travail seront pris en compte dans les règles d'origine du MERCOSUR? Dans l'intervalle, quelles règles d'origine seront d'application?

41. A la première réunion du Groupe de travail, les parties ont indiqué que les marchandises originaires de zones franches, de zones industrielles, etc., seraient, à quelques exceptions près, soumises au TEC. Les parties pourraient-elles préciser quelles sont ces exceptions?

42. Quelle règle d'origine sera applicable aux marchandises provenant de zones franches, de zones industrielles, etc.?

43. Veuillez décrire le traitement accordé aux produits des zones de libre-échange dans le MERCOSUR.

44. Les articles 3 et 4 de l'annexe II de l'Accord relatif au MERCOSUR traitent de conditions spécifiques en matière d'origine. Le MERCOSUR pourrait-il expliquer ce que les pays membres ont arrêté à ce sujet?

45. Les articles 3 et 4 de l'annexe II précisent que les Etats du MERCOSUR peuvent établir/arrêter d'autres "conditions spécifiées en matière d'origine".

- a) Ces règles ont-elles été publiées?
- b) Sont-elles élaborées par l'ensemble des pays du MERCOSUR ou découlent-elles de cas particuliers qui donnent lieu à des règles?
- c) Ces conditions spécifiées ont-elles été notifiées à l'OMC?

46. Un certificat d'origine est-il requis pour l'importation de tous les produits en provenance de pays tiers ou seulement pour certains produits? Outre le pays d'origine, quelles indications sont requises? Est-il possible d'avoir un spécimen?

47. Selon la procédure, le certificat/déclaration d'origine doit être émis par un producteur ou un exportateur, puis "certifié" par une administration publique ou une association agréée. L'article 13 indique que le certificat est valable 180 jours "à compter de la date d'émission".

- a) Cela signifie-t-il que la date de certification n'a aucune incidence sur la durée de validité du certificat?
- b) Si une association ne certifie le document que 179 jours après que le producteur l'ait émis, cela signifie-t-il que le certificat n'est valable qu'un jour, le 180ème jour qui suit son "émission"?
- c) Articles 11 et 12: au MERCOSUR, le terme "déclaration" recouvre-t-il la même chose que celui de "certification"?
- d) L'article 13 signifie-t-il que le certificat d'origine peut "couvrir" toutes les importations de la marchandise en question pendant 180 jours? Ou faut-il comprendre que le certificat n'est valable que pour une expédition particulière, pour une durée de 180 jours?

48. Décisions/appels

- a) Comment les importateurs et les exportateurs obtiendront-ils des avis et des orientations de nature contraignante, sous la forme de décisions, comme les Membres de l'OMC conviennent d'y veiller à l'annexe II de l'Accord de l'OMC sur les règles d'origine?
- b) Les avis donnés à un importateur d'un pays sont-ils "contraignants" pour un autre pays? Si tel n'est pas le cas, des voies de recours sont-elles prévues pour un importateur qui se serait fondé sur des avis concernant des questions d'origine émanant d'un pays du MERCOSUR et qui étaient en fait inexacts pour un autre pays du MERCOSUR?
- c) Quels moyens ont les importateurs et les exportateurs d'obtenir une révision par un organisme indépendant d'une détermination de l'origine d'un produit (par exemple, cas relevant de l'article 16), comme les Membres de l'OMC conviennent d'y veiller à l'annexe II de l'Accord de l'OMC sur les règles d'origine?

Depuis le 1er janvier 1995, les règles d'origine pour les échanges intrarégionaux s'appliquent uniquement à certains produits et dans des circonstances déterminées. Les produits visés sont ceux qui sont exclus du TEC, ceux pour lesquels les Etats parties appliquent des politiques commerciales non communes, et ceux dont les intrants, parties, pièces ou composants sont exclus du TEC et représentent plus de 40 pour cent de la valeur du bien final. Ce régime cessera de s'appliquer lorsque les taux exclus et le TEC auront convergé. Il a remplacé le régime en vigueur pendant la période de transition (1991-1994), qui s'appliquait d'une manière générale à tous les produits bénéficiant du programme de libéralisation des échanges alors en place.

Les règles d'origine applicables pendant la période de transition (jusqu'au 31 décembre 1994) comprenaient, entre autres critères, celui de la valeur ajoutée régionale, prévoyant une teneur en éléments régionaux de 50 pour cent. A compter du 1er janvier 1995, la teneur en éléments régionaux a été fixée à 60 pour cent.

Le Code douanier du MERCOSUR, actuellement examiné par les parlements des Etats parties, prévoit dans certains cas l'application de règles d'origine générales non préférentielles aux échanges avec les pays tiers.

Des Etats parties appliquent de telles règles dans les secteurs du textile et de la chaussure de sport.

Le MERCOSUR requiert des certificats d'origine conformément aux accords tarifaires préférentiels conclus dans le cadre de l'ALADI et du SGPC.

En dehors de ce qui est indiqué dans les paragraphes précédents il n'est pas exigé de certificat d'origine à l'importation de produits en provenance de pays tiers.

Les marchandises en provenance de zones franches ou de zones industrielles travaillant pour l'exportation sont considérées comme étant extérieures et sont donc soumises au TEC. On trouvera ci-joint le texte de la Décision n° 8/94 du Conseil du MERCOSUR.

En ce qui concerne la question 37 a), il est estimé que les règles d'origine régissant les échanges intrarégionaux sont pleinement compatibles avec l'Accord sur les règles d'origine du GATT de 1994 et clairement définies.

Chaque Etat partie a un organisme chargé de délivrer les certificats et d'appliquer les règles d'origine. Cet organisme est habilité à déléguer ses pouvoirs en matière d'émission des certificats d'origine à d'autres organismes publics ou à des associations professionnelles ayant compétence à l'échelon de la nation, de l'état ou de la région. Une administration publique sera chargée de contrôler la délivrance des certificats d'origine.

Le Groupe du Marché commun, la Commission du commerce et le Comité technique n° 3 de cette commission (Normes et disciplines commerciales) sont les organes du MERCOSUR qui ont compétence pour prendre toutes les décisions en la matière.

Les conditions spécifiées en matière d'origine sont publiées par les organes officiels de chaque Etat partie et sont communiquées aux associations chargées d'émettre les certificats d'origine ainsi qu'aux administrations des douanes requérant les justificatifs y afférents. A l'heure actuelle, elles ne s'appliquent qu'aux secteurs des produits chimiques, de la sidérurgie, des biens d'équipement, de l'informatique, de l'électronique grand public et des télécommunications.

Les conditions spécifiées en matière d'origine sont arrêtées conjointement par les membres du MERCOSUR. Elles s'appliquent aux échanges intrarégionaux dans les cas et les circonstances susmentionnés. Elles resteront en vigueur jusqu'à ce que les taux de droits nationaux et le TEC convergent. En général, il s'agit de prescriptions liées à la fabrication au moyen d'intrants régionaux, d'exigences technologiques, de processus de production impliquant une transformation substantielle ou une valeur ajoutée régionale en complément du changement de position tarifaire.

Le certificat d'origine est émis par l'administration habilitée qui certifie la déclaration du producteur final ou de l'exportateur. Il a une durée de validité de 180 jours et est valable pour une destination déterminée.

Etant donné la nature intergouvernementale du MERCOSUR, les demandes de consultations ainsi que les réclamations des particuliers doivent être acheminées par l'intermédiaire des organismes nationaux aux organes communs. Les quatre Etats parties appliquent en outre les dispositions du droit positif en matière de contentieux administratif, qui offrent des garanties suffisantes en ce qui concerne le respect des dispositions légales.

La Commission du commerce du MERCOSUR est chargée, entre autres choses, de prendre les décisions relatives à l'administration et à l'application des instruments de politique commerciale

adoptés par les Etats parties. Elle peut, en outre, examiner les plaintes déposées par les particuliers auprès des sections nationales, résoudre elle-même les différends ou les soumettre au Groupe du Marché commun.

V. MESURES AGISSANT SUR LES IMPORTATIONS DES PAYS TIERS

49. Les parties pourraient-elles indiquer ce qu'il en est des règlements concernant les pratiques commerciales déloyales? Que visent-ils précisément? Des textes législatifs ont-ils été adoptés? Dans l'affirmative, veuillez en fournir des copies. Dans la négative, quand le seront-ils?

50. Les parties pourraient-elles donner des détails sur la série de règles communes qu'elles sont en train d'élaborer pour les pratiques déloyales?

51. Peut-on considérer que, dans le cas où un Etat partie prend une mesure de sauvegarde, il le fait sans exclure le commerce avec les autres Etats parties?

52. Nous croyons savoir qu'un mécanisme de sauvegarde commun sera appliqué par les membres du MERCOSUR. Si c'est bien le cas, veuillez fournir une copie de l'instrument juridique correspondant et plus de détails sur la manière dont le mécanisme de sauvegarde fonctionnera; par exemple, quelle est l'autorité qui l'appliquera, comment l'existence d'un dommage sera-t-elle déterminée? Dans le cadre du MERCOSUR, un mécanisme sera-t-il également mis en place pour les procédures de lutte contre le dumping et le subventionnement? Les parties pourraient-elles fournir une copie de la réglementation commune concernant les sauvegardes à l'égard de pays tiers?

53. Droits antidumping et droits compensateurs:

- a) Les Etats parties au MERCOSUR pourraient-ils fournir une description sommaire des trois documents (mentionnés dans la réponse à la question 5.3 du document WT/COMTD/1) approuvés en vertu de l'article 4 de l'Accord relatif au MERCOSUR? Quel genre de consultations et d'échanges d'informations concernant les pratiques commerciales déloyales est envisagé entre les Etats membres?
- b) Les droits antidumping et compensateurs n'ont pas pour objet d'empêcher ni même de restreindre les importations mais plutôt de compenser l'incidence des échanges déloyaux ou le dommage causé. Les parties ont indiqué que des réglementations communes avaient été approuvées par le MERCOSUR pour restreindre les importations qui ont fait l'objet d'un dumping ou de subventions de la part de pays non membres; toutefois, elles ont également indiqué qu'elles n'appliqueraient leur législation nationale que pour restreindre les importations résultant de pratiques commerciales déloyales.
 - i) Les parties ont-elles l'intention d'harmoniser l'application de leur législation dans le contexte du MERCOSUR ou d'appliquer une loi commune? Dans le deuxième cas, quand envisagent-elles d'adopter une loi commune?
 - ii) Les parties envisagent-elles d'adopter une politique unifiée pour réglementer les pratiques commerciales déloyales des nations non membres, politique qui pourrait être mise en oeuvre par une institution centrale? Si tel est le cas, quelle pourrait être cette institution centrale?
 - iii) Les importations faisant l'objet d'un dumping ou de subventions en provenance d'autres pays du MERCOSUR seront-elles traitées différemment des importations de même type en provenance de pays non membres? Dans le

contexte de la création d'un marché commun, les parties ont-elles l'intention de supprimer les règlements en matière de pratiques commerciales déloyales entre Etats membres?

54. Veuillez communiquer les législations pertinentes en matière de droits antidumping et de droits compensateurs. Veuillez expliquer comment fonctionnerait une procédure antidumping qui comprendrait une enquête en matière de droits antidumping/droits compensateurs et une enquête concernant l'existence d'un dommage? Un produit importé dans un pays du MERCOSUR fera-t-il l'objet d'une enquête en matière de droits antidumping et de droits compensateurs couvrant l'ensemble du territoire des pays du MERCOSUR? Les mesures futures seront-elles applicables de la même façon aux importations dans chaque pays du MERCOSUR? A quels égards la situation est-elle différente pendant la période de transition et après cette période? Cela signifie-t-il également que les législations nationales en matière de droits antidumping et de droits compensateurs actuellement en vigueur disparaîtront? Dans l'affirmative, quand? Qu'adviendra-t-il des mesures antidumping/compensatoires nationales qui sont appliquées?

55. Pouvons-nous considérer que, dans le cas où un Etat partie prend une mesure antidumping ou une mesure compensatoire, il le fait sans exclure le commerce avec les Etats parties? Si tel n'est pas le cas, le MERCOSUR peut-il expliquer le fondement juridique de cet arrangement?

56. Pouvons-nous considérer que, dans le cas où un Etat partie prend des mesures à des fins de balance des paiements, il le fait sans exclure le commerce avec les autres Etats parties? Si tel n'est pas le cas, le MERCOSUR, peut-il expliquer le fondement juridique de cet arrangement?

Sauvegardes

Les Etats parties ont ratifié l'Accord sur les sauvegardes du Cycle d'Uruguay. Un règlement commun en matière de sauvegardes est en cours d'élaboration qui respectera pleinement les dispositions établies en la matière par l'OMC et permettra aux Etats parties d'appliquer des mesures de sauvegarde à l'égard du reste du monde.

Droits antidumping et droits compensateurs

Les Etats parties ont ratifié l'Accord sur l'application de l'article VI et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires du Cycle d'Uruguay. De plus, un règlement commun en matière de pratiques commerciales déloyales (dumping et subventions) est en cours d'élaboration qui respectera pleinement les dispositions établies en la matière par l'OMC et permettra aux Etats parties d'appliquer des droits antidumping et des droits compensateurs à l'égard du reste du monde.

Balance des paiements

Au cas où un Etat partie déciderait d'appliquer des mesures en se fondant sur l'article XVIII:B du GATT de 1994 et le Mémoire d'accord y relatif du Cycle d'Uruguay, les membres du MERCOSUR respecteraient les dispositions de l'OMC.

VI. TRAITEMENT NATIONAL

57. Veuillez confirmer que l'article 7 n'a aucun effet préjudiciable sur les droits des Membres de l'OMC.

VII. RELATIONS EXTERNES DU MERCOSUR⁴

58. Veuillez confirmer que l'article 8 ne compromet pas les droits des Membres de l'OMC.

59. Nous aimerions connaître les projets du MERCOSUR en ce qui concerne l'adhésion de nouveaux pays à l'Accord, ainsi que les détails des plans concernant d'autres types d'associations avec d'autres pays, en dehors des adhésions.

Engagements contractés dans le cadre de l'ALADI

Le processus de négociation entre le MERCOSUR et les autres pays membres de l'ALADI, y compris ceux qui sont mentionnés à l'article 25 du Traité de Montevideo (1980), vise à remplacer les accords bilatéraux en vigueur avant la date d'établissement de l'union douanière par de nouveaux accords, conclus entre le MERCOSUR et chaque pays. Ces nouveaux accords sont actuellement à différents stades d'avancement.

La Résolution n° 9/95 du GMC, approuvée en 1995, autorise le Groupe *ad hoc* MERCOSUR-ALADI à mener les négociations concernant la prorogation et la renégociation des accords bilatéraux avec les autres pays membres de l'ALADI, ainsi qu'avec ceux qui sont mentionnés à l'article 25 du Traité de Montevideo (1980).

Comme il était impossible d'achever les négociations pour que les accords entrent en vigueur au 1er janvier 1996, il a été décidé de proroger les accords bilatéraux en place jusqu'au 31 décembre 1996. Des négociations sont en cours avec le Chili en vue de la création d'une zone de libre-échange.

Le MERCOSUR a conclu un accord avec la Bolivie qui est entré en vigueur le 1er janvier 1996 et qui prévoit des préférences tarifaires.

Union européenne

Le MERCOSUR a signé avec l'Union européenne en décembre 1995 un Accord-cadre interrégional de coopération qui prévoit, à moyen terme, une libéralisation progressive et réciproque des échanges commerciaux entre les deux régions.

L'accord de coopération confirme la volonté politique des parties d'établir, comme objectif final, une association interrégionale et de libéraliser progressivement et dans des conditions de réciprocité tous leurs échanges, en tenant compte de la sensibilité de certains produits et en respectant les règles établies par l'OMC. De plus, les parties instituent un dialogue politique régulier afin d'accompagner et de consolider le rapprochement entre l'Union européenne et le MERCOSUR.

Zone de libre-échange des Amériques

La décision d'achever les négociations concernant une zone de libre-échange des Amériques au plus tard en l'an 2005 a été prise par les Présidents et Chefs d'Etats du continent à une réunion qui s'est tenue à Miami (Etats-Unis) en décembre 1994.

⁴Reprend les questions correspondant aux sections 7 (engagements dans le cadre de l'ALADI), 8 (adhésion) et 12 (le MERCOSUR et les efforts d'intégration dans l'hémisphère occidental) du document WT/COMTD/1.

Sept groupes de travail ont été constitués, en juin 1995, pour s'occuper des domaines suivants: accès aux marchés, procédures douanières et règles d'origine, obstacles techniques, investissements, mesures sanitaires et phytosanitaires, dumping et subventions, et petites économies. Ces groupes ont présenté un rapport, accompagné de recommandations, à la réunion des Ministres du commerce du continent qui s'est tenue à Cartagène, en mars 1996. A cette réunion, il a été décidé de créer de nouveaux groupes de travail sur les marchés publics, les services, les droits de la propriété intellectuelle et les politiques en matière de concurrence.

Les Etats membres du MERCOSUR ont participé à chacun de ces groupes de travail en coordonnant leur action. En outre le MERCOSUR a arrêté sa position au sujet des caractéristiques du processus de constitution de la zone de libre-échange des Amériques et de la manière de progresser dans cette voie.

Accord-cadre sur le commerce et l'investissement MERCOSUR-Etats-Unis

Un Accord-cadre a été signé en juin 1991 entre les Etats membres du MERCOSUR et les Etats-Unis ("Accord de Rose Garden") en vue de la promotion des échanges et des investissements. De nombreuses réunions ont eu lieu dans le cadre de cet accord.

Entretiens MERCOSUR-ACREANZ (Accord commercial de rapprochement économique australo-néo-zélandais)

Le MERCOSUR se rapproche de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, pays appartenant à l'ACREANZ. Une nouvelle rencontre est prévue pour examiner les moyens de renforcer les liens économiques entre les deux régions.

VIII. REGLEMENT DES DIFFERENDS⁵

60. Veuillez décrire de manière complète le système de règlement des différends du MERCOSUR. Veuillez expliquer le lien qui existe entre le Protocole de Brasilia et le système de règlement des différends.

61. L'arbitrage international fait-il partie intégrante de la procédure de règlement des différends?

62. Le MERCOSUR envisage-t-il de mettre en place une procédure de groupes spéciaux, semblable à celle qui est utilisée à l'OMC?

Le système de règlement des différends du MERCOSUR est prévu dans le Protocole de Brasilia (points 9.1 et 9.2 du document WT/COMTD/1), remis en temps opportun au Secrétariat de l'OMC, tel qu'il a été complété par les dispositions du Protocole d'Ouro Preto. Le Protocole de Brasilia fait état d'une procédure d'arbitrage mais n'envisage pas de système de groupes spéciaux.

IX. CREATION D'ECHANGES/DETOURNEMENT DE TRAFIC⁶

63. Le MERCOSUR fonctionnant maintenant depuis presque un an, les Etats parties peuvent-ils fournir des données préliminaires sur la création d'échanges et le détournement de trafic résultant de sa mise en place?

⁵Section 9 du document WT/COMTD/1.

⁶Section 11 du document WT/COMTD/1.

X. SERVICES⁷

64. A l'article premier du Traité établissant le MERCOSUR, les parties affirment qu'elles ont pour but "la libre circulation des biens, des services et des facteurs de production ..." Cependant, l'Accord ne traite pas de la libéralisation du commerce des services.

- a) Comment les membres du MERCOSUR prévoient-ils de traiter la question de la liberté des échanges dans le domaine des services?
- b) Tous les secteurs seront-ils couverts? Si tel n'est pas le cas, quels seront les secteurs exclus?
- c) Les mêmes règles s'appliqueront-elles aux fournisseurs de services en cas d'établissement et de fourniture transfrontières? Dans la négative, veuillez indiquer les différences.
- d) Cette libéralisation prévoira-t-elle la suppression de l'essentiel des discriminations?
- e) Quel est le calendrier prévu pour la libéralisation des services?
- f) Les membres du MERCOSUR peuvent-ils préciser si cette libéralisation se traduira par un relèvement du niveau général des obstacles pour les parties contractantes non membres de l'Accord relatif au MERCOSUR?
- g) Les pays du MERCOSUR accordent-ils le traitement national aux fournisseurs de services d'autres pays du MERCOSUR dans une partie ou dans la totalité des secteurs de services? Si tel est le cas, en vertu de quelle disposition ou décision ce traitement est-il accordé? Ce traitement national est-il étendu aux fournisseurs de services de pays tiers?
- h) Le MERCOSUR prévoit-il d'harmoniser les normes professionnelles dans des domaines comme les services comptables et juridiques, les services d'ingénierie et les services médicaux?

Le programme de travail approuvé par la Décision n° 20/95 du GMC porte établissement d'un groupe *ad hoc* pour les services.

Le programme de ce groupe *ad hoc* prévoit l'élaboration d'un projet d'accord-cadre sur les services qui sera fondé sur l'Accord général sur le commerce des services de l'OMC (AGCS).

XI. AUTRES DOMAINES⁸

65. Les articles 38 et 42 du Traité d'Ouro Preto indiquent que toutes les règles et décisions du MERCOSUR sont contraignantes pour les quatre parties à l'accord.

- a) Est-ce exact? Si tel est le cas, comment ces dispositions sont-elles mises en application?
- b) Veuillez décrire les activités en cours des onze groupes de travail établis par le MERCOSUR. Quel est l'état d'avancement des travaux de chaque groupe?

⁷Section 13 du document WT/COMTD/1.

⁸Section 14 du document WT/COMTD/1.

66. L'Argentine ayant exonéré les membres du MERCOSUR de la taxe pour services statistiques à l'importation, nous aimerions connaître le nouveau mode de calcul des coûts qui permet d'évaluer le montant de cette taxe sur les importations en provenance des pays non membres du MERCOSUR.

67. Les parties pourraient-elles donner une liste complète des droits à l'exportation (ou mesures d'effet équivalent) actuellement appliqués aux peaux brutes, aux produits prêtannés au chrome et aux cuirs fins? Y a-t-il une proposition visant à éliminer ces impositions? Dans l'affirmative, les parties pourraient-elles donner des détails?

68. Nous croyons savoir que le MERCOSUR a désigné des points d'entrée spécifiques dans chaque pays afin de faciliter la circulation des marchandises, des produits agricoles en particulier. Pouvez-vous expliquer comment ce système de ports désignés fonctionne? S'applique-t-il aux importations en provenance de pays tiers? Existe-t-il une formule d'agrément pour ce système et pouvez-vous fournir une copie de ce document?

69. Veuillez préciser quels sont les projets du MERCOSUR en ce qui concerne la création d'un régime commun applicable aux automobiles.

70. Plusieurs pays du MERCOSUR ont mis en place ou envisagent de mettre en place des mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC), essentiellement dans le secteur des véhicules automobiles. Le régime d'investissement de l'Argentine exige une teneur en éléments d'origine nationale spécifique, l'Uruguay prévoit un droit d'entrée préférentiel sur les véhicules finis pour les entreprises de montage des automobiles et les producteurs de pièces détachées qui exportent leurs propres produits. L'incidence de ces mesures qui ont des effets de distorsion a été mise en évidence récemment lorsque le Brésil a justifié devant le Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements l'adoption de nouvelles MIC en réponse à des MIC en vigueur dans le MERCOSUR.

- a) Puisque toutes les MIC incompatibles qui ont été dûment notifiées au Comité des MIC par les pays en développement doivent être éliminées dans un délai de cinq ans, le MERCOSUR envisage-t-il un retrait anticipé des MIC pour supprimer les problèmes causés par les effets de distorsion de ces mesures?
- b) En dehors du secteur automobile, les parties au MERCOSUR appliquent-elles d'autres mesures incompatibles qu'elles ont notifiées au Comité des MIC au titre des arrangements transitoires? Quelles sont les intentions des pays du MERCOSUR en ce qui concerne l'élimination de telles mesures?

71. En ce qui concerne l'accord sur la promotion et la protection des investissements du MERCOSUR adopté récemment, quelle incidence a-t-il sur les accords bilatéraux conclus antérieurement par un membre du MERCOSUR avec un pays tiers?

72. Quelle est la compétence du MERCOSUR en tant que tel dans le domaine des DPI ?

73. Quelles dispositions précises ont été prises jusqu'ici dans le domaine des DPI? (Veuillez fournir des copies de tous les documents pertinents, comme les propositions concernant un traitement régional des DPI).

Questions visant à la fois l'Accord sur les marques de fabrique ou de commerce et l'Accord sur les droits d'auteur

74. Quel est le statut de ces accords?

- a) Leur élaboration est-elle achevée quant à la forme et au contenu?
 - b) Quels pays du MERCOSUR les ont acceptés à ce jour?
 - c) S'ils ne sont pas encore signés par les Etats membres, quel est le calendrier prévu?
75. Une fois signés par les Etats membres, quel statut auront-ils dans leurs systèmes juridiques nationaux?
- a) Devront-ils être ratifiés par leur organe législatif?
 - b) Une législation additionnelle sera-t-elle nécessaire pour leur donner effet au niveau national? Si tel est le cas, quels sont les délais prévus et quelles devraient être la forme et la teneur des textes requis?
 - c) Ce système aura-t-il un effet rétroactif?
76. Pourquoi a-t-on voulu des accords de ce type?
- a) Quelles lacunes dans les systèmes juridiques des Etats membres ces accords doivent-ils combler?
 - b) Quelles incohérences dans les systèmes juridiques des Etats membres ces accords doivent-ils corriger?
77. Quel traitement sera accordé aux ressortissants étrangers dans le cadre de ce système?
- a) Leur sera-t-il accordé le traitement national ou le traitement de la nation la plus favorisée?
 - b) Si tel n'est pas le cas, que doivent faire les ressortissants étrangers pour obtenir ce genre de protection?
78. Un dispositif administratif sera-t-il établi pour mettre en oeuvre cet accord et tout autre arrangement futur envisagé?
79. Quand les dispositions de ces accords devront-elles être mises en oeuvre?

Questions relatives à l'Accord sur les marques de fabrique ou de commerce

80. Pourquoi l'article 6 ne prévoit-il pas expressément que les noms de personne, les chiffres et les lettres font partie de l'objet des marques de fabrique ou de commerce, comme le prescrit l'article 15:1 de l'Accord sur les ADPIC?
81. En vertu de quoi une demande d'enregistrement de marque de fabrique ou de commerce peut-elle être rejetée si elle affecte les droits de parties tierces, comme il est énoncé à l'article 9:3? Y aurait-il un obstacle à l'enregistrement, dans un pays du MERCOSUR, d'une marque dont il a été fait un usage minime dans un autre pays du MERCOSUR? Qu'en serait-il si la marque est réputée et a été précédemment utilisée de mauvaise foi? Quoi qu'il en soit, quel est l'objet de cette disposition?
82. Pourquoi l'article 9:4 prévoit-il qu'une demande sera rejetée si la marque est susceptible de créer une confusion avec une marque existante et exige-t-il que le requérant sache ou devrait savoir

que sa marque est similaire à la marque existante? Le fait qu'il y a un risque de confusion ne devrait-il pas suffire pour refuser l'enregistrement? En outre, pourquoi cette disposition se rapporte-t-elle uniquement aux marques appartenant à des propriétaires établis ou vivant dans un des Etats signataires? N'est-ce pas là une violation flagrante du principe du traitement national, tel qu'il est énoncé à l'article 3 de l'Accord sur les ADPIC?

83. A quel "marché" est-il fait allusion à l'article 13? Doit-on comprendre que, dans la mesure où la marchandise portant la marque est produite sur le "marché", quelle qu'en soit la définition, elle peut être importée en parallèle dans un pays du MERCOSUR?

84. A quelle date les pays du MERCOSUR devraient-ils tous avoir signé l'Accord de Nice, conformément à l'article 18?

85. Quel type de protection relative aux végétaux est envisagée à l'article 21 et quelle est la date limite pour mettre en place une telle protection?

86. Quel type de "mesures effectives" sont envisagées à l'article 22 et quelle est la date limite pour mettre en place de telles mesures?

87. Quels autres accords sont envisagés aux articles 23 et 24? Quand de tels arrangements ou accords pourraient-ils être élaborés/conclus?

Questions relatives à l'Accord sur le droit d'auteur

88. Dans quelles conditions le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée dans leur intégralité seront-ils accordés aux ressortissants des pays non membres du MERCOSUR? La réponse à cette question diffère-t-elle en fonction du type de protection visée (c'est-à-dire une protection équivalente à celle de l'Accord sur les ADPIC par opposition à une protection d'un niveau supérieur à celui de l'Accord sur les ADPIC)? Quel est le rapport avec les obligations de traitement national et de traitement de la nation la plus favorisée énoncées aux articles 3 et 4 de l'Accord sur les ADPIC?

89. Quel niveau de preuve sera accordé aux enregistrements de pays non membres du MERCOSUR, à la lumière de l'article 6?

90. Quel est l'objet de l'article 7? Permettrait-il en toutes circonstances d'octroyer des licences obligatoires? Si tel est le cas, cela ne serait-il pas en contradiction avec l'article 13 de l'Accord sur les ADPIC?

91. L'article 8 autorise-t-il l'importation parallèle d'oeuvres d'un pays du MERCOSUR à un autre? Quel traitement sera accordé aux oeuvres légitimes créées en dehors du MERCOSUR? Quel est le rapport entre cette disposition et l'article 18? Que recouvre le concept de "commercialisation"? Par exemple, peut-on montrer des films vidéo à des clients moyennant paiement si l'on a acheté ces films de façon légitime?

92. Quel est le sens de la dernière disposition de l'article 13? Comment les collaborateurs pourront-ils "disposer librement" de la partie d'une oeuvre audiovisuelle qui correspond à leur collaboration personnelle? Cela remplace-t-il les obligations contractuelles avec les producteurs ou les employeurs?

93. Comment les pays du MERCOSUR pourront-ils garantir aux employeurs que les oeuvres produites par leurs employés pourront être utilisées au cours d'opérations commerciales normales, ce

qui dans le cas des logiciels suppose des modifications régulières des oeuvres créées par les employés, généralement sans leur consentement? Etablir des droits moraux inaliénables et que l'on ne peut pas abandonner, conformément à l'article 14, ne va-t-il pas à l'encontre de cet objectif?

94. L'article 16 n'est-il pas foncièrement incompatible avec l'article 14? Quelles nuances pourrait-on apporter à l'inaliénabilité totale et à l'abandon total d'un droit?

95. La mise sur le marché de la copie d'une oeuvre épuiserait-elle le droit de location établi à l'article 17 e)?

96. Dans quelles circonstances une personne serait-elle autorisée à faire des copies d'oeuvres pour son usage personnel en vertu de l'article 19? Les Etats-Unis pensent que les exceptions en matière d'utilisation personnelle sont foncièrement incompatibles avec l'exploitation normale des droits d'auteur et lèsent indûment les intérêts légitimes du détenteur des droits si des précisions quant aux actes visés ne sont pas données.

97. Comment la rémunération équitable prévue à l'article 21 sera-t-elle perçue? Sera-t-elle accordée aux ressortissants des pays non membres du MERCOSUR sur la base du traitement national? Si tel n'est pas le cas, quels critères seront appliqués?

98. A l'article 22, que signifie l'expression "maintenir les caractéristiques essentielles"?

99. Quelle est la durée de protection pour les programmes d'ordinateur? Qu'en est-il pour les oeuvres créées dans le cadre de rapports de services?

100. Les droits voisins et droits connexes, y compris les droits à une rémunération équitable, seront-ils accordés aux ressortissants des pays non membres du MERCOSUR sur la base du traitement national?

101. Le recours aux sociétés de perception des droits sera-t-il facultatif? Les détenteurs de droits pourront-ils choisir la société à laquelle ils souhaitent adhérer?

102. Quelles sont les mesures envisagées à l'article 43 et quand doivent-elles être mises en oeuvre?

103. Quelles autres mesures sont envisagées à l'article 44?

En ce qui concerne les questions se rapportant aux articles 38 et 42 du Protocole d'Ouro Preto, toutes les règles émanant des organes de décision du MERCOSUR ont un caractère obligatoire et devront être incorporées aux législations nationales des Etats parties.

Taxe pour services statistiques

L'Argentine a consolidé la taxe de 3 pour cent pour services statistiques dans l'offre correspondant aux "autres droits et impositions".

Droits à l'exportation applicables aux cuirs et peaux

Des droits à l'exportation sont appliqués aux cuirs et peaux en Argentine, au Brésil et en Uruguay. Les organes compétents du MERCOSUR poursuivent l'examen de ces droits.

Système de ports désignés

Aucun système de ports désignés n'a été mis en place pour l'acheminement des marchandises. La Résolution n° 8/94 du GMC énumère les ports d'entrée les plus importants, où il y aura un système de contrôle intégré.

Régime applicable au secteur automobile

La Décision n° 29/94 du CMC prévoit l'établissement, à compter du 1er janvier 2000, d'un régime commun compatible avec les règles de l'OMC.

Investissements

Réf.: Document WT/COMTD/1/Add.2; réponses aux questions et observations relatives aux investissements

La réponse aux questions 1 à 3 du document susmentionné spécifie que:

"Les pays du MERCOSUR ont conclu deux accords en matière de promotion et de protection réciproque des investissements, l'un qui s'applique aux investissements en provenance de la région et l'autre à ceux qui proviennent de l'extérieur. Les accords prévoient un mécanisme de règlement des différends qui n'accorde aucun rôle au GMC. Le Protocole, qui s'applique aux investissements provenant de la zone extérieure prévoit le recours à l'arbitrage international en cas de différend entre un investisseur et un Etat partie".

En ce qui concerne les politiques en matière d'investissement, les Etats parties appliquent leurs propres instruments et jusqu'ici aucune modification n'a été apportée dans ce domaine.

Droits de propriété intellectuelle

Les membres du MERCOSUR ont ratifié l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce issu du Cycle d'Uruguay.

Les pays du MERCOSUR ont conclu un accord concernant les marques, les indications de provenance et les appellations d'origine conformément à la Décision n° 8/95 du CMC.

XII. TRANSPARENCE CONCERNANT L'APPLICATION DE L'ACCORD⁹

104. Les règles et les documents juridiques du MERCOSUR peuvent-ils être obtenus auprès d'une source unique telle que le secrétariat du MERCOSUR à Montevideo (Uruguay)? Les décisions du MERCOSUR doivent-elles généralement être avalisées par les organes législatifs des quatre pays? Quels types de décisions peuvent être mises en oeuvre sans l'accord des organes législatifs? Des mécanismes sont-ils en place pour mettre pleinement en oeuvre les décisions du MERCOSUR?

105. Quelles sont les institutions centrales chargées des activités courantes du MERCOSUR comme, par exemple, l'émission de certificats d'origine.

⁹Section 15 du document WT/COMTD/1.

106. Comme le prévoit le paragraphe 11 du Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994, les unions douanières et les entités constitutives des zones de libre-échange doivent faire rapport périodiquement sur le fonctionnement de l'accord considéré. Comment le MERCOSUR entend-il remplir cette obligation?

Réf.: Document WT/COMTD/1

Tous les documents juridiques et règles du MERCOSUR sont disponibles au Secrétariat administratif. Les Etats parties incorporent ces règles à leurs législations nationales conformément aux dispositions du Protocole d'Ouro Preto.¹⁰

¹⁰Une version actualisée de la documentation concernant les décisions adoptées par les divers organes de décision du MERCOSUR a été communiquée au Secrétariat.

ANNEXE

Liste des documents communiqués au Secrétariat

1. Documents expressément cités dans les réponses
 - Liste actualisée des mesures relevant du programme de travail pour l'harmonisation (sous forme électronique uniquement)
 - Résolution n° 32/45 du GMC
 - Décision n° 8/94 du CMC
 - Résolution n° 8/94 du GMC
 - Décision n° 8/95 du CMC
2. Résolutions et décisions adoptées par les organes de décision du MERCOSUR depuis décembre 1994 et annexes
 - Résolutions n° 35-42/95 et 1-19/96 du GMC
 - Décision n° 9/95 du CMC